



Social : Macron multiplie les fronts

Aides au logement: une paille face au défi budgétaire de 2018

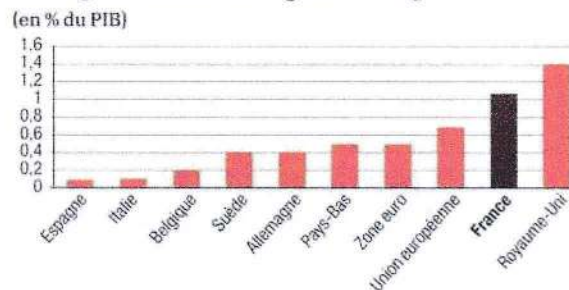
L'ANNONCE D'UN COUP DE RABOT de 5 euros par mois sur les aides au logement a provoqué un tollé ce week-end. Des syndicats étudiants jusqu'au très respecté capitaine d'industrie Louis Gallois, nombreuses sont les voix qui se sont élevées pour dénoncer des économies sur le dos des plus modestes.

Pourtant, on ne compte plus les rapports de la Cour des comptes ou de l'Inspection de l'administration ayant mis en évidence le lien entre l'inflation des loyers et la montée des aides au logement. Meilleur jeune économiste de France 2017, Antoine Bozio expliquait déjà en 2015, dans un rapport de l'Institut des politiques publiques, qu'entre 70% et 100% des aides étaient captés par les bailleurs sous forme de loyers plus élevés. Résultat : la France est en même temps le pays de la zone euro où l'on subventionne le plus le logement (18 milliards d'euros) et celui où les loyers sont les plus chers. Cela, personne ou presque ne l'a expliqué.

Ce déficit de pédagogie vient probablement du fait qu'Emmanuel Macron n'a jamais vraiment expliqué comment il comptait arriver aux 60 milliards d'économies promises durant la campagne, et transformés en 80 milliards depuis. « Dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit », selon les propres termes du Président, est pourtant un prérequis essentiel à toute réforme douloureuse. Ce silence, le chef de l'Etat pourrait en payer un coût politique élevé aujourd'hui. Car il faut bien se rendre compte que le coup de rabot sur les aides au logement n'est qu'une paille budgétaire - 140 millions sur le dernier trimestre 2017 - face aux 20 milliards d'euros d'économies qu'il faudra trouver l'année prochaine.

Des économies sur lesquelles on sait très peu de chose pour l'instant, si ce n'est le gel du point d'indice et le rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires qui, avec la ré-

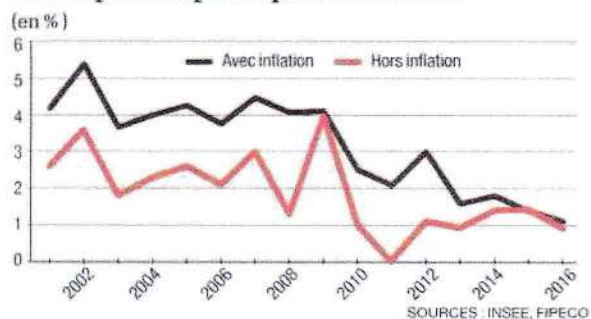
Les dépenses publiques en faveur du logement en Europe en 2015



Les dépenses publiques en France



Le taux de croissance des dépenses publiques en France



duction des aides au logement, ne totalisent pas plus de 2,5 milliards d'euros d'économies.

Trois chantiers. Pour trouver les 17,5 milliards restant, la politique du rabout ne suffira pas. Une réforme profonde de nos politiques publiques les plus dispendieuses et les moins efficaces devra être mise en place. Pour cela, trois grands chantiers ont été identifiés par le gouvernement : le logement en fait parti, mais aussi la formation professionnelle et les guichets sociaux.

Concernant le premier point c'est clair, « un simple coup de rabout sur les aides aux logements ne sert pas à grand-chose », commente l'ancien magistrat de la Cour des comptes François Escalle, fondateur et président du site spécialisé

La France est en même temps le pays de la zone euro où l'on subventionne le plus le logement et celui où les loyers sont les plus chers

en finances publiques fipeco.fr. Entre les aides au logement et les aides à la pierre, la France dépense chaque année plus de 45 milliards d'euros pour sa politique du logement. C'est presque autant que pour l'éducation avec des résultats médiocres. Pour couper la spirale inflationniste augmentation des aides-augmentation des loyers, « il faudrait supprimer les aides fléchées pour les transformer en une prestation sociale non fléchée », estime François Escalle. Il faudrait ensuite coupler cette réforme avec une réforme du foncier, par exemple en remontant l'octroi du permis de construire de la commune, où les maires ne sont pas toujours prompts à décerner de nouveaux permis de construire, à une entité administrative supérieure. Il faudrait parallèlement alléger le maquis kafkaïen des normes de construction, et revoir en profondeur la fiscalité, estime le spécialiste de la dépense publique. Enfin, le gouvernement devrait revoir la politique du logement social, alors qu'aujourd'hui 75% des Français sont potentiellement éligibles à un HLM selon les critères en cours.

Ces chantiers sont connus du gouvernement et de l'administration et pourraient être amorcés dans le projet de loi « habitat, mobilité, logement », que le ministère de la Cohésion des territoires prépare pour l'automne. Dans les zones tendues, les maires pourraient se voir retirer leurs prérogatives en matière d'urbanisme au profit de l'Etat. Accusé de nourrir l'inflation dans certaines zones, le dispositif Pinel pourrait être supprimé. Enfin, les droits au maintien

dans les HLM pourraient être remis en cause pour augmenter la mobilité du parc social.

Autre chantier explosif, la réforme de la formation professionnelle qui sera également lancée à la rentrée prochaine, pour une loi au printemps 2018. Là aussi, le constat est connu : les 32 milliards d'euros de la formation professionnelle sont principalement alloués aux personnes déjà en situation de travail - notamment les cadres - alors que les cibles prioritaires que sont les chômeurs et les non qualifiés n'en bénéficient que très peu. C'est un énorme fromage pour les organismes collecteurs (OPCA), eux-mêmes gérés par les partenaires sociaux, ainsi que pour les organismes de formation. Il sera donc difficile d'amorcer la réforme par un objectif de réduction des coûts. Quant aux économies possibles, l'économiste Frédéric Gonand rappelle que les OPCA n'ont la main que sur 6,7 des 32 milliards d'euros de la formation professionnelle (chiffres 2016), le reste étant à la main des régions.

Pas d'autres options. Reste la plus explosive des réformes : celle des guichets sociaux. Emmanuel Macron prévoit 10 milliards d'euros d'économies sur l'assurance chômage d'ici 2022, uniquement grâce à la reprise de l'emploi. Sauf qu'à court terme, ce sont surtout des hausses de dépenses qui sont prévues avec l'élargissement de l'allocation-chômage aux indépendants et aux démissionnaires. De même sur l'assurance maladie où Macron prévoit 3 à 4 milliards d'euros d'économies l'année prochaine - quantum classique d'économies - tout en promettant 100% de remboursements pour les prothèses auditives, dentaires et les soins d'optique. En refusant de repousser l'âge de départ à la retraite pour se cantonner à la mise en place d'un système unifié à point, le chef de l'Etat se ferme en plus un des leviers budgétaires les plus puissants. Il n'aura pourtant pas d'autre option. Les économies passeront par des choix difficiles.

Pour préparer le budget 2018, le ministre de l'Action et des Comptes publics a clôturé la semaine dernière quinze jours d'entretiens bilatéraux avec ses collègues du gouvernement. Son dernier rendez-vous était avec la ministre des Armées et ancienne ministre du Budget Florence Parly. Tous ont dû lui proposer des pistes d'économies. Gérald Darmanin est en train de faire la synthèse et enverra d'ici la fin de semaine à Matignon une trajectoire des dépenses publiques de l'Etat en baisse de 10 milliards d'euros. Un montant ambitieux qui nécessitera d'aller beaucoup plus loin qu'un simple coup de rabout sur les APL. Et aussi un gros effort de pédagogie.

Raphaël Legendre
@LEGENRA 